

# les cahiers

## du développement social urbain

**Crise environnementale et sociale :**  
les quartiers populaires relèvent le défi



# éditorial

les cahiers  
du développement  
social urbain

N°77

premier semestre 2023

Revue semestrielle  
publiée par Labo Cités

4 rue de Narvik, 69008 Lyon  
Tél. 04 78 77 01 43  
Mail : secretariat@labo-cites.org  
Site Internet : www.labo-cites.org

Directrice de la publication  
Laëtitia Rabih

Directrice de la rédaction  
Frédérique Bourgeois

Les informations contenues  
et les opinions exprimées  
par leurs auteurs ne sauraient  
engager la responsabilité des cahiers  
du développement social urbain.  
Labo Cités respecte la propriété  
intellectuelle (contrat avec  
le Centre français d'exploitation  
du droit de la copie).  
Prière de nous demander  
l'autorisation de reproduction.

Maquette et mise en page  
Nathalie Navarre

Illustration de couverture  
© François Guy, Agence d'Urbanisme de Lyon  
© Frédérique Bourgeois, Labo Cités  
Montage : Nathalie Navarre

Impression  
Mediapost

Revue imprimée sur papier certifié PEFC  
issu de forêts gérées durablement  
avec des encres à base végétale  
par une entreprise Imprim'Vert

ISSN : 1283-8497  
Dépôt légal : 1<sup>er</sup> semestre 2023

LABO  
CITÉS

En cette année de réflexion sur la prochaine contractualisation au titre de la politique de la ville, il nous a semblé incontournable de porter une attention particulière à la question des transitions environnementales et sociales dans les quartiers de la politique de la ville ; question que nous considérons comme un véritable défi ! Ce choix constitue également une étape dans une dynamique inter-associative qui a démarré en 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes. Cinq réseaux associatifs<sup>1</sup> ont décidé d'engager une démarche collective pour partager les enjeux et mesurer leur volonté commune d'agir ensemble face aux urgences environnementales et sociales. Parmi les objets de travail communs, celui des transitions dans les quartiers populaires qui constitue donc le thème central de ce numéro.

Ce sujet fait l'objet de représentations, voire de préjugés : les habitants des quartiers politiques de la ville ne se soucieraient pas des questions environnementales, ils auraient des comportements (par exemple, alimentaires) non vertueux, ils considéreraient les personnes attentives à ces questions comme des « bobos » et les enjeux des transitions seraient un « luxe ». En miroir, les mouvements écologistes n'auraient pas de considération pour les questions sociales et ils ne porteraient pas d'actions auprès des habitants des quartiers populaires. Pourtant, quand on regarde plus précisément ce qu'il se passe dans les quartiers, on peut vite battre en brèche ces poncifs. D'abord, de nombreux acteurs de terrain savent ce que les scientifiques ont démontré, et ce depuis plusieurs années. Ainsi, en 2010, dans le cadre d'un numéro des *cahiers du développement social urbain* consacré aux liens entre développement durable et politique de la ville, Louis Lévêque, alors élu à la Ville de Lyon et président de Labo Cités, écrivait : « *La convergence des crises économique, écologique, sociale, démocratique est bien la conséquence de ce mode de développement, dont les plus démunis sont les premières victimes.* »<sup>2</sup> En effet, les personnes les plus exposées au changement climatique et aux dégradations environnementales sont celles qui y contribuent le moins, c'est-à-dire les classes sociales les plus défavorisées, notamment celles qui habitent dans les quartiers prioritaires : par exemple, 50% des habitants en quartier prioritaire estiment que leur quartier est confronté à un problème de bruit, contre 27% pour les habitants des aires urbaines environnantes<sup>3</sup>.

## Quand inégalités environnementales et sociales se croisent

Il existe ainsi un lien étroit entre crises écologiques et sociales qui se traduit par un risque d'appauvrissement des populations les plus fragiles et une amplification des inégalités. La précarité énergétique concerne 37% des locataires du parc social<sup>4</sup> ; 70% des habitants des quartiers prioritaires ont souffert des épisodes caniculaires de l'été 2022 dans leur logement (contre 56% pour la moyenne des Français) ; 52% d'entre eux souffrent du froid l'hiver chez eux (35% pour la moyenne nationale) ; et ils sont 72% à craindre un impact majeur sur leur capacité à se chauffer du fait de la hausse des prix de l'énergie (65% au niveau national)<sup>5</sup>.

Face à ces constats, le ministre de la Ville, Olivier Klein, a annoncé le 12 septembre 2022 lors des Journées de l'ANRU le lancement de la démarche « Quartiers résilients » destinée à « *découpler l'ambition environnementale de la rénovation urbaine* ». Il a exprimé le souhait que les projets de rénovation urbaine soient revus en 2023 pour y inclure l'adaptation des quartiers populaires au réchauffement climatique : ●●●

•••

« Je veux que l'on trouve dans ces quartiers les meilleures innovations en matière de végétalisation, en matière de récupération des eaux usées, de chauffage performant... », a-t-il déclaré. Cette préoccupation, pour importante qu'elle soit, ne couvre pas néanmoins tous les quartiers politiques de la ville ni tous les volets des transitions. Comment cette question sera-t-elle abordée dans les prochains contrats de ville ? Au moment où nous écrivons ces lignes, la question reste entière.

En attendant, sur le terrain, les habitants, associations, collectifs, collectivités mènent des actions que ce soit dans le domaine de l'alimentation, du cadre de vie, de l'économie, de la mobilité, du logement, de la santé... preuve que des dynamiques sont à l'œuvre dans les territoires. Par ailleurs, de nombreuses expériences de transformation sociale sont menées, mais elles souffrent d'un manque de visibilité : elles n'ont pas le « label transitions » car elles ne sont pas mises en valeur ou n'ont pas pour objectif le *greenwashing* (ou « écoblanchiment »), mais ont bien un impact réel pour les habitants.

## Les habitants au cœur du changement

L'objectif de ce numéro est de rendre visible la question des transitions dans les quartiers politiques de la ville et de plaider pour une meilleure prise en compte de ces sujets dans les futurs contrats de ville. Il s'agit plus précisément de donner des clés de lecture et de compréhension sur les constats et enjeux, d'interroger les représentations et les poncifs, de valoriser des expériences menées par une grande diversité d'acteurs et d'offrir un espace de débat sur ce sujet. Nous ne prétendons pas à l'exhaustivité concernant un sujet aussi vaste, mais souhaitons plutôt apporter des points de repère pour comprendre l'intérêt de ces démarches tout en n'occultant pas les difficultés auxquelles elles sont confrontées. En outre, la prise en compte des enjeux de transitions par les habitants constitue le fil rouge de ce numéro. En effet, les transitions ne peuvent avoir lieu sans des actions collectives de transformation sociale. C'est bien par la mobilisation citoyenne que les situations et les comportements peuvent bouger durablement.

Ce numéro est articulé autour de trois parties. Chacune est introduite par un article issu d'entretiens avec des habitants des quartiers populaires, les premiers concernés. L'objectif de la première partie est de donner à voir des actions conduites dans les quartiers. Il s'agit de montrer en quoi les transitions peuvent être facteurs de réduction des inégalités sociales et environnementales et leviers de développement. Dans la deuxième partie, nous nous intéressons aux freins vers les transitions : sont-ils du côté des habitants, des politiques publiques ? Comment analyser le phénomène de réactance/résistance à aller dans la direction de la transition ? La troisième partie se penche sur l'avenir pour les transitions dans les quartiers populaires ? Comment agir à l'avenir ? Comment envisager un futur qui prendrait en compte le sujet des transitions et dans lequel la mobilisation citoyenne serait effective ? Ainsi, grâce à ce numéro, avec le collectif inter-associatif, nous espérons vous embarquer vers le chemin d'une utopie transformatrice. ●

Frédérique Bourgeois

1. LAURACS - l'Union Auvergne-Rhône-Alpes des centres sociaux, Graine ARA - le réseau d'éducation à l'environnement Auvergne-Rhône-Alpes, l'IREPS ARA - l'Instance régionale d'éducation et promotion de la santé Auvergne-Rhône-Alpes, Labo Cités - le centre de ressources politique de la ville Auvergne-Rhône-Alpes et le Mouvement associatif Auvergne-Rhône-Alpes.

2. L. Lévêque, « De la politique de la ville au développement durable : une synergie nécessaire », *les cahiers du développement social urbain*, n° 51, 2010, p. 8.

3. *Bien vivre dans les quartiers prioritaires*, Rapport de l'ONPV, juillet 2020, p. 49.

4. Source : Observatoire national de la précarité énergétique, 2019.

5. Selon un sondage Harris Interactive commandé par l'ANRU (Agence nationale de la rénovation urbaine) et publié en septembre 2022.

# sommaire

## Crise environnementale et sociale : les quartiers populaires relèvent le défi

**éditorial**, Frédérique Bourgeois ..... 1

### première partie

**Les quartiers populaires : terreau des transitions** ..... 5

**Pratiques écologiques : « Je fais les choses naturellement »**,  
Des habitant-e-s des quartiers de La Duchère et de La Monnaie ..... 6

**L'écologie ordinaire pour lutter à la fois contre les inégalités sociales et la crise écologique**, Léa Billen ..... 7

**L'éducation à l'environnement au cœur des territoires**, Frédéric Villaumé ..... 10

**Un quartier rénové, des arbres qui grandissent : jeunes, témoins de la transition**, Les Troupiot-e-s 2022-2023 ..... 12

**La santé au cœur des transitions**, Julie Donjon et Lucie Pelosse ..... 14

**En Savoie, choux, pommes de terre, salades et carottes à la sauce solidaire**, Valentin Poncet ..... 16

### deuxième partie

**Quels sont les freins aux transformations à l'œuvre ?** ..... 17

**Les freins : « J'avoue que je chauffe parce que j'ai froid »**,  
Des habitant-e-s des quartiers de La Duchère et de La Monnaie ..... 18

**L'urgence de penser la lutte contre les inégalités environnementales**, David Prochasson ..... 19

**Vélo en quartier : faciliter la mobilité à vélo**, Samira, Sarra et Marion ..... 21

**Les conditions d'émergence d'un projet écologiste depuis les quartiers populaires**, Fatima Ouassak ..... 22

**Pourquoi le dialogue est-il si difficile ?** Guillaume Petit ..... 24

**Les épiceries sociales et solidaires face aux défis de la transition alimentaire**, Éric Vivier ..... 26

**Donner aux classes populaires les moyens de leurs écologies**,  
Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier ..... 28

**L'accompagnement social aux transitions :  
naissance d'une nouvelle politique publique**, Malik Allam ..... 32

### troisième partie

**Et demain, des quartiers encore plus résilients** ..... 33

**Rêvons demain : « Ce sera pour moi une vie simple »**,  
Des habitant-e-s des quartiers de La Duchère et de La Monnaie ..... 34

**La rénovation urbaine, un levier pour les transitions**, Kim Chiusano ..... 35

**À Annemasse, quand un quartier populaire donne l'exemple**, Inès Ayebe et Mylène SAILLET ..... 37

**Reporters de Quartiers : un regard différent sur les transitions**,  
Chloé Lombard, Léna Rivier et Baptiste Thomasset ..... 39

**Agir ensemble face aux crises sociales et environnementales !** Collectif inter-associatif ..... 42

### Bibliographie

Muriel Salort ..... 47

# Pratiques écologiques : « Je fais les choses naturellement »

**Quatre groupes d'habitant-e-s fréquentant des centres sociaux ont échangé sur leur manière de vivre la transition écologique dans leur quartier (La Duchère à Lyon 9<sup>e</sup> et La Monnaie à Romans-sur-Isère). Personnes récemment arrivées sur le territoire, séniors, jeunes, nous livrent leur quotidien. Ce texte est issu de ces rencontres<sup>1</sup>.**

Alors que pour certain-e-s habitant-e-s du quartier de la Monnaie, le terme écologie rime avec économie (« *Moi, ça me fait penser à économie* »), d'autres disent ne pas être écolos du tout, ou du moins le pensent ainsi. Leurs actes et gestes sont naturels : « *La seule écologie que j'ai, c'est le compost, faire le tri, pas de papier par terre. J'achète aussi des légumes en bocaux et pas dans des boîtes en fer. J'achète pas parce que c'est du métal. Je disais que je ne faisais rien [en matière d'écologie] car c'est ma façon de vivre. Je fais les choses naturellement.* » La plupart des habitant.e.s ont quant à eux fait le lien entre écologie et recyclage organique : « *Être écologiste, c'est quand on met les déchets des fruits et légumes dans un compost.* »

En revanche, donner une définition de la transition écologique est plus difficile. Le mot « transition » est parfois inconnu des habitant.e.s : « *Ça veut dire quoi transition ?* » Le rapprochement fait par une interviewée avec les réseaux sociaux – « *Dans TikTok, il y a des transitions : on est moche et après on devient belle* » – permet d'apporter un éclaircissement aux autres et de mieux définir la transition écologique. « *Par exemple, il y a beaucoup de pollution et après [grâce à la transition] la terre devient propre* » ; « *C'est une transformation* ». Le lien est rapidement fait avec le changement climatique : « *Pour moi ça parle de climat, de température, l'eau, tout ça* » ; « *Ici en France (...), toutes les années les températures ça augmente, augmente (...), et aussi en arrivant ici je voyais la neige et ça me faisait du bien et maintenant je la vois plus (...), et je comprends qu'il y a quelque chose qui a changé, y a quelque chose qui va pas et je pense à ça tout le temps* ».

Pour remédier à la crise écologique, ces derniers font preuve d'astuces et de solutions. Cela passe tout d'abord par une manière d'acheter différemment : « *On achète ce qu'on a*

*besoin, on n'a plus cette façon d'acheter comme avant* » ; « *Quand j'étais jeune, j'achetais plus. Maintenant je regarde* ». Mais c'est aussi veiller au gaspillage : « *J'achète pas en grande quantité* » ; « *J'achète du riz en vrac* » ; « *Dans les grands magasins, y a des jus de fruits, je prends ma bouteille et je la remplie* » ; ou encore acheter local et raisonné : « *J'achète que des légumes et fruits de saison* » ; « *Je vais faire mes courses directement à la ferme. Au magasin, les produits sont emballés* ».

Les habitant.e.s citent aussi le recyclage des produits comme levier du quotidien : « *Être écologiste, c'est quand on recycle la nourriture, les vêtements, le téléphone, les piles, l'eau, les brosses à dents, tout* » ; « *Quand on est écologique, quand on veut jeter nos déchets, y a des poubelles exprès* ». Le recyclage permet également de faire des économies : « *On achète d'occasion* » ; « *Quand tu trouves un gilet neuf à 40 €, tu peux trouver le même à 10* » ; « *Dans les magasins de vêtements, on peut ramener 10 vêtements et on nous donne 10 €* ».

Les habitant.e.s trouvent aussi des astuces pour réduire leur consommation d'énergie : « *Pas besoin de micro-ondes, moi je l'ai donné* » ; « *J'ai pas de hachoir, je fais au mortier* ». Et pour lutter contre la chaleur : « *Moi j'aime pas les climatisations, j'aime les choses naturelles, j'ai planté des plantes devant les fenêtres, devant la porte aussi, pour la fraîcheur et j'ai mis des rideaux spéciaux* » ; « *Quand j'étais petite, il y avait aussi des canicules et ma grand-mère pendait des draps mouillés et moi je continue à faire ça en été quand il fait très chaud* ». ●

Des habitant-e-s des quartiers  
de La Duchère et de La Monnaie

<sup>1</sup> Merci à Pauline Doré, Elodie Landoïn et Jadwiga Woznica Raoulx, salariées des centres sociaux, pour leur contribution active.

# Les épiceries sociales et solidaires face aux défis de la transition alimentaire

Depuis 2004, le GESRA (Groupement des épiceries sociales de la région AURA) accompagne et anime un réseau d'épiceries sociales et solidaires qui propose un modèle d'aide alimentaire innovant. Tout en donnant l'accès à une meilleure alimentation aux personnes en situation de précarité, ces épiceries œuvrent pour une économie sociale et solidaire, la promotion de la santé, l'éducation populaire et une consommation responsable. Rencontre avec **Éric Vivier**, coordinateur au GESRA, qui nous explique la spécificité du modèle mais aussi ses limites face à l'augmentation de la pauvreté dans notre pays.

## Q Quelle est la vocation d'une épicerie sociale et solidaire ?

Les épiceries sociales et solidaires ont pour objectif de donner accès à une alimentation choisie, équilibrée et de qualité à tous. L'alimentation sert de vecteur d'insertion sociale : accompagnement à l'autonomie, éducation à la consommation, convivialité... L'accès à l'épicerie est soumis à un projet individuel : remboursement d'une dette, achat d'un bien d'équipement, passer le permis de conduire... Chaque bénéficiaire signe un contrat qui l'engage sur plusieurs mois. Il bénéficie de prix remisés établis selon ses revenus qui lui permettent d'économiser pour réaliser son projet. Le taux moyen de sortie positive est de 70%, preuve que ça marche ! Les épiceries sociales et solidaires s'inscrivent ainsi pleinement dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté : elles travaillent à rendre la personne actrice de son parcours de vie. Autre originalité du dispositif, la mixité des publics au sein de certaines épiceries : les clients bénéficiaires en précarité côtoient un public solidaire, composé de citoyens soutenant le projet par l'achat de produits au plein tarif, par du bénévolat, des dons, la participation aux ateliers (cuisine, santé, gestion de son budget...). Cette mixité permet à la fois une diversification de l'offre de produits, de ne pas stigmatiser les personnes dans le besoin, de créer du lien et de rendre les épiceries plus autonomes.

## Q En quoi ces structures atypiques contribuent-elles à dynamiser un écosystème local ?

Les épiceries sociales et solidaires sont de véritables acteurs de l'innovation sociale. Grâce à la mixité, elles hybrident leurs approvisionnements avec des références bio, locales et en vrac. Notre plateforme d'approvisionnement s'appuie à la fois sur des dons et des partenaires qui nous donnent accès à leur catalogue de produits avec des ristournes. Lorsque nous avons introduit le vrac dans nos épiceries, il a fallu expliquer en quoi cela permettait de réduire son impact environnemental.

Nous avons organisé des ateliers cuisine, autour des protéines végétales entre autres. Le Collectif Gourmands a été créé et a travaillé avec une nutritionniste de l'Institut Paul Bocuse pour réaliser 300 fiches-recettes. Au final nous avons publié un livre, *Bio'Vrac, recettes pour bien manger*, que nous avons vendu à 5 000 exemplaires. Dès 2004 nous parlions alimentation de qualité pour tous et transition alimentaire. Il y avait cette notion d'accessibilité à des produits qualitatifs autant sur le plan nutritionnel qu'éthique, et environnemental. Et c'est ce que les politiques publiques commencent à défendre : ramener des produits de qualité, utiliser les circuits courts... Tant mieux !

**86% des épiceries sont situées à moins de 3 km d'un QPV.**

## **Q** *Quels sont les freins ou contraintes auxquels vous êtes confrontés ?*

Les bénéficiaires sont captifs car ils sont adressés par les services sociaux, ils n'ont pas le choix. Ils sont pleins de ressources et ne demandent qu'à être accompagnés dans leurs choix alimentaires. Les freins se situent plutôt du côté des moyens alloués aux travailleurs sociaux, aux prescripteurs, et ils ne connaissent pas toujours le dispositif. Nous sommes encore en France sur une représentation de l'aide alimentaire fondée sur une logique strictement distributive. Seule la fonction nourricière du don est mobilisée sans tenir compte des autres fonctions (lien social, convivialité, plaisir...). Il y a tout un travail à mener pour faire connaître et coordonner les actions en quartier prioritaire afin de diriger les personnes vers le bon dispositif, celui qui leur correspond le plus. Une personne en grande précarité ne doit pas être envoyée dans une de nos épiceries parce qu'elle n'a pas les moyens de remplir le contrat, donc cela peut la mettre en double situation d'échec. Par contre si sa situation s'améliore, elle pourra rejoindre une épicerie et activer son projet. Par la suite, si elle n'est pas encore prête à retourner dans le champ classique de la consommation, un dispositif comme les groupements d'achat VRAC ou des Paniers solidaires pourra lui être proposé. Nous travaillons beaucoup sur cette logique de parcours. C'est pourquoi nous développons des liens avec d'autres acteurs comme le Secours Catholique, l'association VRAC, le réseau Cocagne... Il faut davantage tenir compte des caractéristiques et besoins des personnes et à ce niveau, il y a beaucoup d'interactions avec la politique de la ville.

Nous sommes aussi confrontés à la baisse des dons qui crée des difficultés d'approvisionnement. Nous sommes contraints par certaines dispositions antigaspi, qui poussent par exemple les grandes surfaces à vendre des produits dont la date limite de consommation est proche (avec des remises de 30 à 50%). Résultat : il y a moins de dons de denrées alimentaires aux associations. On se retrouve avec ce que la société de consommation n'a pas voulu, donc avec une baisse de qualité des produits donnés. C'est contre-intuitif vis-à-vis du modèle que nous défendons.

## **Q** *Face à l'augmentation du coût de la vie, quel est l'avenir du modèle ?*

Après la crise de la Covid-19, on a vu arriver un nouveau public : familles monoparentales, indépendants, travailleurs pauvres... Et la tendance s'est accélérée avec l'augmentation des prix des produits alimentaires

et de l'énergie. Certaines épiceries sont à saturation et établissent des quotas et des listes d'attente. Les gens qui fréquentaient les épiceries basculent sur les colis alimentaires, du coup on passe d'une logique d'accompagnement à une logique d'urgence. C'est du jamais-vu !

La réponse institutionnelle reste malheureusement dans une approche quantitative, une logique distributive. Ainsi Élisabeth Borne a annoncé la création d'un fonds pour une aide alimentaire durable de 60 millions d'euros. Mais financer des denrées ne suffit pas ; il faut appréhender cette question dans sa globalité pour « faire système » (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs et législateurs), d'autant qu'on risque de déstabiliser de jeunes filières (bio, circuits courts...).

Force est de constater que nous sommes arrivés au bout du modèle. Le GESRA milite pour la mise en œuvre d'une gouvernance alimentaire territoriale, en partenariat avec les acteurs du système alimentaire local, qui puisse répondre aux trois grands objectifs du Plan national pour l'alimentation, à savoir la justice sociale, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'éducation alimentaire. S'il fait figure de pionnier dans cette démarche, le GESRA le sait, nul ne peut répondre seul aux défis sociaux et environnementaux. ●

**Nous sommes un acteur de l'accessibilité, et non de l'aide alimentaire.**

Propos recueillis par Nathalie Robin

“

### **Le GESRA en chiffres**

**50** épiceries adhérentes

**21 000** bénéficiaires par an

**1 000** bénévoles

**120** salariés

**1** plateforme d'approvisionnement

# La rénovation urbaine, un levier pour les transitions

**Comment allier transition écologique et lutte contre les inégalités au bénéfice des habitants des quartiers en renouvellement urbain ? Pour Kim Chiusano, directrice adjointe à la direction de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs à l'ANRU (Agence nationale de la rénovation urbaine), la rénovation urbaine est non seulement un outil, mais également une opportunité pour accompagner les transitions sociales et environnementales.**

Penser les transitions, c'est appréhender des transformations profondes qui mènent à des changements structurels de modèles. Certaines de ces mutations sont subies quand d'autres relèvent de nos changements d'usages, d'aspirations collectives ; certaines sont à faciliter, d'autres à encourager. Il revient aux politiques publiques, parmi lesquelles la rénovation urbaine, de les accompagner et de les anticiper, car elles sont parfois violentes et contradictoires.

L'ANRU accompagne le renouvellement urbain des quartiers prioritaires aux dysfonctionnements urbains les plus importants. L'enjeu est d'améliorer la qualité de vie dans des secteurs souvent enclavés où l'habitat, les équipements comme les espaces publics sont dégradés. Dans ce contexte d'intervention physique sur la ville et notamment le logement, la rénovation urbaine est un moteur de la transition écologique. Au-delà de l'objectif d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, la transition écologique se traduit concrètement dans la réalité des projets : ainsi, deux tiers des requalifications de logements du NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) atteindront le niveau BBC rénovation et les interventions sortiront de la précarité énergétique 80% (réhabilitations) à 100% (constructions neuves) des ménages concernés. L'aménagement des espaces publics est support à renaturation et gestion intégrée de l'eau dans des quartiers dont les formes urbaines offrent de vastes espaces ouverts qui invitent au retour de la nature et de la biodiversité. Mille équipements créés per-

mettent la conception bioclimatique, passive voire à énergie positive, le réemploi de la matière, l'utilisation de matériaux bas carbone et biosourcés<sup>1</sup>...

## Contribuer aux transitions des quartiers dans leur globalité

Les « transitions » sont souvent réduites à la transition écologique et énergétique, comme le développement durable est historiquement limité à son pilier « vert », au détriment des enjeux économiques et sociaux. Parce qu'il porte sur l'espace de vie, le renouvellement urbain est certes le support d'une fabrique et d'une gestion de la ville décarbonée et sobre, mais cela prend sens de manière particulière face à la précarité énergétique et la surexposition aux nuisances environnementales et au réchauffement, qui sont caractéristiques des habitants de ces quartiers bien plus qu'ailleurs<sup>2</sup>. La transition écologique et l'adaptation au changement climatique ne pourront advenir que si elles sont justes et sociales.

L'ANRU intervient lorsqu'il y a des dysfonctionnements urbains avérés, mais d'abord parce que les quartiers visés concentrent les plus forts taux de pauvreté. Les mutations sociales, démographiques et économiques sont aussi à accompagner au titre de la rénovation urbaine, levier immédiat pour repenser les politiques éducatives, de santé, de développe- ●●●

••• ment local et d'emploi, de sécurité, d'alimentation, d'inclusion...

De Montpellier à Orly, la rénovation et la construction des écoles s'accompagnent d'actions de mixité scolaire, et les groupes scolaires sont conçus ouverts et multi-usages. Les équipements de santé donnent lieu à la mise en dynamique des professionnels du soin, et Lille ou Dunkerque expérimentent des « quartiers à santé positive » autour de la santé urbaine et environnementale. En matière d'emploi, se structurent des filières autour de l'économie circulaire, de la gestion des déchets, mais aussi du textile à Mulhouse ou du numérique à Besançon, au-delà des seuls équipements à vocation économique subventionnés. Ailleurs, l'approche égalitaire de l'urbanisme se déploie, avec la prise en compte du genre ou du vieillissement, ou pour une ville à hauteur d'enfant<sup>3</sup>.

Les initiatives habitantes s'inscrivent dans ces approches qui croisent fabrique de la ville et usages émergents. L'urbanisme transitoire donne lieu à des aventures de conception participative et collective du cadre de vie, tandis que les quelque 100 projets de mise en culture des friches, parkings ou toits (soutenus par l'ANRU avec le dispositif Quartiers Fertiles pour massifier l'agriculture urbaine) sont pensés à l'origine par les habitants qui en deviennent à la fois les exploitants et les bénéficiaires<sup>4</sup>.

## Les quartiers prioritaires : des terrains d'expérimentation ?

La démarche Quartiers Résilients vise à prendre en compte de manière renforcée les vulnérabilités multiples qui caractérisent les quartiers et leurs habitants. Ces derniers ont plus fortement souffert de la crise sanitaire et les épisodes caniculaires sont plus durs que pour le reste des Français, car les effets de ces chocs sont révélateurs voire amplificateurs d'autres crises bien installées. La résilience invite à appréhender de manière articulée l'ensemble de ces fragilités qui s'alimentent les unes les autres.

Le plan Quartiers 2030 et les nouveaux contrats de ville auront un rôle décisif à jouer face au cloi-

sonnement qui existe encore trop fortement entre le renouvellement urbain et les autres piliers de la politique de la ville. Les mutations doivent être accompagnées de concert, dans des approches d'ensemble qui ne peuvent se satisfaire de nos silos organisationnels.

Les territoires doivent aussi disposer de moyens dédiés à l'expérimentation de nouvelles manières de concevoir et gérer la ville, mais aussi de nouveaux services de proximité, secteurs d'activité et usages. L'innovation n'est pas une fin en soi, c'est un levier qui force à une veille renforcée, à la détection de signaux faibles qui chuchotent les réalités de demain, tout en offrant la possibilité de tester de nouvelles réponses, quitte à échouer. Les acteurs de l'innovation et de l'ESS sont mobilisés pour accompagner cette dynamique qui doit émerger des territoires et des citoyens<sup>5</sup>. Il n'est pas question de faire des quartiers prioritaires des laboratoires, mais de s'interroger collectivement sur la manière de faire différemment et mieux dans un contexte de changements profonds. Notre responsabilité est immense pour réussir l'adaptation et l'anticipation des transitions au sein de nos territoires les plus pauvres. ●

Kim Chiusano

1. « Performance énergétique et environnementale » et « L'économie circulaire », *Carnets de l'innovation de l'ANRU*, 2020 et 2021.

2. La précarité énergétique concerne 37% des locataires du parc social (étude ONPE, 2019). Cette réalité est objective mais aussi perçue : 70% des habitants des QPV ont souffert des épisodes caniculaires dans leur logement (contre 56% pour la moyenne des Français), 52% d'entre eux souffrent du froid l'hiver chez eux (vs 35%). Les QPV souffrent également d'une surexposition aux nuisances environnementales : en Île-de-France, 22% de la population résidant en QPV est concernée par un point noir environnemental, contre 12% en dehors de ces quartiers (Institut Paris Région et ORS francilien, 2016).

3. Ressources ANRU liées à la cohésion sociale :

- Carnets de l'innovation « Santé et bien-être », « Développement économique », « Approche égalitaire de l'urbanisme », « Urbanisme transitoire », « Agriculture urbaine » (2020 et 2021) et Cahier pratique « École » (2019).

- Dossiers thématiques En Villes « Urbanisme transitoire et éphémère » (2023), « L'école dans la cour des grands » (2022).

- K. Chiusano, C. Lefebvre, A. Mariette et L. Pitti, « La rénovation urbaine au chevet des inégalités de santé ? Entretien croisé », *Métropolitiques*, mars 2023.

4. Cf. <https://www.anru.fr/developper-lagriculture-urbaine-dans-les-quartiers>.

5. À propos du réseau « ANRU+ les innovateurs » : <https://lesinnovateurs.anru.fr/>

# bibliographie

## Pour aller plus loin...

Les ressources recensées dans ces pages sont consultables à Labo Cités ou téléchargeables  sur notre base de données documentaire : <http://cosoter-ressources.info>

### Transition et quartiers populaires

#### Agir pour une transition écologique juste avec l'ESS

*ANCT, Collection Agir, mai 2023, 78 p.*

Cette étude décrypte les liens existant entre l'ESS, les quartiers prioritaires et la transition écologique. Elle apporte des éclairages sur la contribution des entreprises de l'ESS dans les domaines du réemploi et de la réutilisation de matériels informatiques et numériques, de l'alimentation durable et de la cyclo-logistique solidaire. Neuf études de cas sont explorées afin de tirer des enseignements empiriques sur la structuration des filières locales et le rôle de l'ESS en matière de développement économique inclusif et solidaire des quartiers, et plus largement des territoires dans lesquels ils s'insèrent.

#### Fin du monde/fin de mois. La transition avec les milieux populaires

*In Dard/Dard n° 6, printemps 2022, pp.15-71*

Ce numéro s'emploie à démontrer qu'écologie et justice sociale se complètent et relèvent d'une démarche similaire. À noter la tribune de Fatima Ouassak, qui exprime le point de vue de celles qui subissent les injustices sociales et l'inaction écologique au quotidien.

#### Comment adapter les quartiers prioritaires au changement climatique ?

*In Intercommunalités n° 282, mai 2023, pp. 8-17*

Le changement climatique aggrave la vulnérabilité des populations les plus pauvres alors que leurs émissions de carbone sont 3 à 4 fois moins importantes que la moyenne nationale. Ce dossier veut montrer comment la politique de la ville peut être un atout pour agir contre ces inégalités, en renforçant son approche transversale et partenariale, mais aussi expérimentale.

#### Pôle ressources ville et développement social. Institut Paris Région

#### La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires

*Note rapide de l'Institut Paris Région n° 887, avril 2021, 6 p.*

Dans les quartiers populaires, les enjeux environnementaux ont longtemps été envisagés exclusivement sous l'angle des inégalités sociales d'exposition aux pollutions et nuisances. Depuis quelques années, une rénovation urbaine ambitieuse et un foisonnement d'initiatives locales de transition socio-écologique dans nombre de ces quartiers ont permis d'envisager, de façon plus large et plus positive, la composante environnementale de la politique de la ville comme un véritable levier de développement.

#### Politique de la ville et transitions. Contribution des centres de ressources politique de la ville

*Réseau national des centres de ressources politique de la ville, 2021, 67 p.*

Cette note permet d'illustrer la manière dont les CRPV ont abordé dans la période récente (marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville. Elle s'appuie sur une observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain répondant à certains de ces enjeux et des opportunités de partenariat qui restent à consolider voire généraliser.

#### Accéder aux autres publications des centres de ressources politique de la ville sur les transitions dans les quartiers populaires

#### Synthèse du cycle d'échanges « Transition écologique et solidaire des quartiers populaires »

*Labo Cités, 2021, 24 p.*

Ce cycle a abordé les enjeux et les leviers de la transition écologique dans les quartiers populaires, comme l'économie circulaire, l'économie sociale et solidaire, mais aussi la participation de tous pour changer nos habitudes de production et de consommation. Il a aussi questionné les croisements entre la transition écologique et le développement économique des quartiers.

...

... Olivier Galibert

### **Territoires urbains en transition. Monographie d'un quartier populaire en résilience écologique**

*Éditions universitaires de Dijon,  
décembre 2015, 170 p.*

Une équipe de chercheurs a enquêté auprès des habitants d'un quartier populaire en proche banlieue de Dijon pour connaître leurs modes de consommation et leurs pratiques en matière de développement durable. En étudiant les pratiques sportives, alimentaires ou encore numériques, ils ont identifié des leviers d'accompagnement des citoyens vers une conduite écoresponsable. Ils partagent leurs analyses dans cet ouvrage.

## **Transitions sociales et environnementales**

### **Les enjeux sociaux de la transition écologique**

*CNAF. Informations sociales n° 206,  
2022/2, 132 p.*

Ce numéro dresse un panorama des enjeux sociaux de la transition écologique, des acteurs impliqués et des leviers qui peuvent être mobilisés pour la mener à bien. Il analyse quatre secteurs apparaissant comme déterminants dans la lutte contre la pauvreté et les dégradations environnementales : le logement, l'énergie, l'alimentation et la mobilité.

### **La transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires**

*Agence nationale de la cohésion des territoires,  
collection « Comprendre », 2020, 196 p.*

Cette publication est le fruit du travail conduit par l'ANCT avec des élus, des chercheurs et des praticiens pour expliciter les enjeux de la transition écologique, dessiner des pistes de solutions et identifier des actions initiées dans les territoires en France.

### **Les transitions territoriales, un défi et une opportunité pour les acteurs du développement territorial**

*Union nationale des acteurs et structures  
du développement local ; Inter-réseaux des  
professionnels du DSU, 2021, 48 p.*

Ce document apporte des éclairages sur les mutations que connaît le développement territorial au regard des enjeux de la transition écologique et ses incidences en termes d'ingénierie, d'évolution des politiques publiques et de compétences des développeurs. Il comprend à la fois des apports théoriques, des retours d'analyse de dynamiques territoriales de transition et des exemples de projets développés sur les territoires.

Valérie Deldrève

### **La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives**

*In Revue de l'OFCE n° 165, 2020/1, pp. 117-144*

Cet article présente quelques contributions à la connaissance des inégalités environnementales, issues d'enquêtes sociologiques conduites sur les territoires français. Y sont étudiées les inégalités intersectionnelles (inégalités environnementales et socio-économiques), les inégalités sociales aggravées par les politiques publiques environnementales et, enfin, la question des mouvements sociaux pour la justice environnementale.

Paul Ariès

### **Écologie et cultures populaires**

*Éditions Utopia, 2015, 240 p.*

Ce livre est fondé sur un constat : les milieux populaires ont un bien meilleur bilan carbone que les classes aisées et les écologistes. L'auteur démontre, notamment avec une multitude d'exemples emblématiques, que les classes modestes ont un rôle central à jouer dans la transition écologique.

## **Quelques sites**

### **Écologie et quartiers populaires**

Le site Reporterre propose une série d'articles depuis 2015, qui portent la voix des habitants et valorisent des expériences menées dans les quartiers populaires en matière d'écologie.

<https://reporterre.net/Ecologie-et-quartiers-populaires>

### **Ministère de la Transition écologique et solidaire**

Économie circulaire et déchets, économie sociale et solidaire, économie verte, mobilités et territoires, stratégie de transition pour le développement durable... Panorama des politiques publiques en matière de transition écologique.

[www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques)

### **Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie**

L'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

### **Centre ressource du développement durable**

<http://www.cerdd.org>

### **Le réseau de l'éducation à l'environnement et au développement durable en Auvergne-Rhône-Alpes**

<https://www.graine-ara.org>

Muriel Salort

# Le centre de ressources Labo Cités

est un espace d'informations, d'échanges et de qualification pour les acteurs de la politique de la ville intervenant en Auvergne-Rhône-Alpes : professionnels, élus, institutionnels, partenaires locaux, réseaux associatifs, chercheurs, formateurs, conseillers citoyens...

## Nos missions

### Contribuer à l'animation de réseaux d'acteurs

- Des groupes de travail
  - thématiques
  - fonctionnels
  - territoriaux
- Des séminaires
- Des conférences
- Des ateliers d'échanges d'expériences

### Accompagner la montée en compétences des acteurs

- Des espaces de travail collectifs
  - cycles de qualification
  - journées régionales
  - sessions de formation
- Le service « questions/réponses »  
grâce auquel nous répondons à vos demandes individuelles

### Capitaliser et diffuser la connaissance et les expériences

- Des publications
  - *les cahiers du développement social urbain*
  - *les Échos* de Labo Cités
  - lettres d'informations
- Des vidéos
- Le centre de documentation et sa base en ligne [cosoter-ressources.info](http://cosoter-ressources.info)
- Des revues de presse en ligne [www.scoop.it](http://www.scoop.it)
- Les réseaux sociaux twitter et facebook

## 4 raisons pour adhérer à Labo Cités ?

### Barème des adhésions

Consultez le site :  
[www.labo-cites.org](http://www.labo-cites.org)

- 1 Soutenir le développement de l'association et marquer son attachement aux enjeux du développement solidaire de nos villes
- 2 Bénéficier des services, du savoir-faire de Labo Cités :
  - Réception gratuite de la revue semestrielle *les cahiers du développement social urbain*
  - Accès à tous *les cahiers du développement social urbain* en version numérique
  - Espace adhérent du site internet
  - Accès prioritaire aux journées et à des tarifs préférentiels
  - Service documentaire à votre disposition, avec le prêt d'ouvrages et la sélection documentaire mensuelle
  - Accès à la fonction de conseil et de mise en relation avec des personnes ressources, en appui à vos projets locaux
- 3 Profiter du potentiel du réseau de Labo Cités, pour faciliter vos contacts et échanges entre acteurs
- 4 Participer à la définition des orientations de l'association : vous êtes un relais privilégié pour ajuster nos propositions

**Faites l'acquisition  
des cahiers du  
développement social  
urbain**

**Abonnement pour un an,  
soit 2 numéros :**  
35 € (frais de port compris)

**Prix au numéro :**  
20 € (frais de port compris)

Pour tout renseignement :  
**secretariat@labo-cites.org**

**Retrouvez les  
articles des cahiers du  
développement social  
urbain**

[www.cairn.info](http://www.cairn.info)

**LABO  
CITES**

centre de ressources  
politique de la ville  
Auvergne-Rhône-Alpes

4 rue de Narvik, 69008 Lyon - Tél. 04 78 77 01 43  
Mail : [secretariat@labo-cites.org](mailto:secretariat@labo-cites.org) - Site Internet : [www.labo-cites.org](http://www.labo-cites.org)